

La région

La survie des papeteries de Condat est en jeu

LE LARDIN (24) Le site industriel réclame un coup de pouce de l'État sur le prix de l'énergie

L'heure est grave pour les papeteries de Condat, premier employeur privé de la Dordogne avec plus de 500 salariés. Pour certains élus locaux, le site industriel centenaire serait même « au bord de la catastrophe ». La preuve ? On s'agite en très haut lieu... L'avenir de l'usine a été l'objet d'une réunion à l'Élysée, mardi 16 octobre, avec les quatre parlementaires périgourdiens de la majorité LREM-MoDem. Le PDG du groupe espagnol Lecta, propriétaire du site depuis 1998, a été reçu à Matignon vendredi 19 octobre. Et une réunion doit se tenir au ministère de la Transition énergétique mardi prochain.



Les papeteries souffrent d'un double déficit de compétitivité, sur les produits et le prix de l'énergie consommée. PHOTO DR

L'usine souffre d'un double déficit de compétitivité au niveau du produit et de l'énergie. À l'ère numérique, le papier couché, spécialité du

site, n'est plus porteur. Et Condat paie son énergie « 30 % plus chère » que d'autres sites papetiers en Europe. En 2013, la France a supprimé certaines

aides à l'énergie non-verte. Sans le rachat à prix bonifiés de l'électricité produite par sa chaudière gaz, la papeterie périgourdine accumule les pertes. « Encore 28 millions d'euros en 2017 et déjà 16 millions cette année », assure Andrea Minguzzi, le PDG de Lecta. L'entreprise est obligée de mettre de plus en plus ses salariés au chômage technique. « Ces temps-ci, c'est une semaine par mois », ont confirmé les délégués FO et CGT au sortir d'un comité d'entreprise exceptionnel, hier matin.

Ultimatum

Pour relancer le site, le groupe Lecta assure être prêt à investir 45 millions d'euros dans la transformation d'une des deux lignes de production pour fabriquer du papier adhésif, demandé et rentable. Sauf que l'investissement technique ne reste pas envisa-

geable sans coup de pouce énergétique de l'État, assurent en chœur direction, syndicats et élus locaux.

Le groupe Lecta entend qu'une solution sur le coût de l'énergie soit trouvée avant la fin de l'année. Sinon la ligne de production et l'ensemble du site paraissent, à terme, menacés. Hier après-midi, au Sénat, en réponse à une question du sénateur LREM Bernard Cazeau, Emmanuelle Wagrion, la nouvelle secrétaire d'État à l'Écologie, a assuré que « des nombreux contacts étaient en cours et des solutions à l'étude », tout en précisant : « L'actionnaire principal de Lecta, le fonds britannique CVC, qui investit chaque année trois milliards d'euros dans un fonds d'investissement privé, devra prendre sa part ». Ce qui s'apparente à un bras de fer et à un compte à rebours continue.

Benoît Martin